



Commune

de

Maussane les Alpilles

ARRÊTÉ

Arrêté temporaire relatif à l'utilisation du domaine public communal afin d'y organiser une vente de Fleurs.

Floralies organisées par l'école maternelle. Les 28 et 29 avril 2022. Avenue des Ecoles.

Le Maire de Maussane les Alpilles,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route,
- Vu la demande de Madame la Directrice de l'école maternelle, reçue en date du 20 avril 2022, sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'organiser une Floralie,
- Considérant qu'il y a lieu de garantir la sécurité publique pendant la durée de la manifestation,

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : Madame la Directrice de l'école maternelle est autorisée à occuper le domaine public, avenue des Ecoles, entre 7h30 et 17h30, les 28 et 29 avril 2022, dans la cadre de l'organisation des Floralies.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable, entre 7h30 et 17h30, les 28 et 29 avril 2022, dans la cadre de l'organisation des Floralies.

Article 3 : Le stationnement et la circulation de tous les véhicules, seront interdits avenue des Ecoles, entre 7h30 et 17h30, les 28 et 29 avril 2022, dans la cadre de l'organisation des Floralies.

Article 4 : La Police Municipale et Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence,
- Madame le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers de la Vallée des Baux,
- La Police Municipale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,
- Madame la Directrice de l'école maternelle du groupe scolaire Charles Piquet.

Fait à Maussane les Alpilles le 25 avril 2022.

Le Maire,

Jean-Christophe CARRÉ



Délai et voie de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.